

# Allemagne : le passager clandestin de l'électricité

Par Michel Gay  
Le 29 septembre 2022  
N° 777

Le gouvernement allemand a demandé aux exploitants le maintien en réserve jusqu'au 15 avril 2023 de deux centrales nucléaires dont la fermeture était prévue au 31 décembre 2022 afin de fournir, si nécessaire, de l'électricité au cours de l'hiver à venir.

« La tâche consiste à assurer la sécurité de l'approvisionnement » [a déclaré](#) le ministre fédéral de l'Économie et de la Protection du climat, Robert Habeck.

Est-ce la dernière cigarette du condamné, ou le mégot qui permettra de rallumer le foyer du nucléaire allemand ?

## Oh surprise !...

Oh surprise..., alors que la France annonce qu'elle va connaître, elle aussi, des difficultés de production suffisantes d'électricité cet hiver pour avoir fermé trop de moyens de production pilotables (charbon, gaz et nucléaire), l'Allemagne avoue qu'elle ne peut fermer ses centrales nucléaires que si la France assure un soutien par [une compensation à 100%](#).

L'Allemagne prévoit donc de faire tourner [à plein régime ses centrales à charbon](#) pour économiser le gaz et [prolonge deux centrales nucléaires](#).

Mais elle se permet de [blâmer la France](#) qui ne pourra peut-être pas lui assurer un soutien électrique avec ses propres centrales nucléaires !

C'est un comble !

## Au bal des faux culs...

Au bal des faux culs, l'Allemagne est le chef d'orchestre... Elle œuvre depuis des années, via la Commission européenne, [pour casser EDF](#) qui donne, ou donnait, à la France un avantage industriel avec une électricité abondante parmi les moins chères d'Europe, de plus, propre.

En effet, la France, produit 90% de son électricité sans émission de CO2 grâce principalement au nucléaire (de [4 à 6 grammes](#) de CO2 par kWh produit, soit [moins que l'éolien et le solaire](#), contre [400 grammes pour le gaz](#) et plus de 800 grammes pour le charbon).

Le Président Macron propose donc que la France soit solidaire de l'Allemagne très dépendante du gaz russe (rappel : elle a décidé de fermer toutes ses centrales nucléaires sans arrêter ses centrales au charbon et au gaz) en lui fournissant une partie de notre gaz et de notre électricité... nucléaire.

C'est le bouquet !

Est-ce un service rendu à une nation imprévoyante [qui a cru, et fait croire](#) qu'elle pourrait remplacer son nucléaire par du vent et du soleil intermittent, ou la soumission de la France à une demande pressante d'une Allemagne dominatrice en Europe ?

## Où est la bonne pédale ?

Pour diminuer notre consommation d'énergie fossile, notamment gaz et charbon dans la production d'électricité, notre Président se trompe de pédale : comme l'Allemagne (en avance dans la bêtise...), il appuie sur le frein de la production d'électricité en développant des énergies renouvelables intermittentes (comme les éoliennes) en croyant appuyer sur l'accélérateur.

Après avoir été le fossoyeur des deux réacteurs de Fessenheim en parfait état de fonctionnement (malgré ses [affirmations mensongères](#) refaisant l'histoire en inversant la cause et l'effet), il s'aperçoit soudain [qu'il faut accélérer la construction](#) de nouveaux réacteurs !

Nos (ir)responsables politiques sans vision stratégique depuis 20 ans n'ont pas compris que le nucléaire pouvait avantageusement se substituer au gaz et au charbon européen. Ils ont raté l'opportunité d'alimenter en électricité nucléaire toute l'Europe, au vu de notre position géographique, de faire de la France l'Arabie saoudite de l'électricité européenne.

Et les dérisoires 10 projets de fabrication d'hydrogène vert [annoncés le 28 septembre 2022](#) par la Première ministre Elisabeth Borne pour créer une illusoire « *filière souveraine* » ne seront qu'une occasion de plus pour pomper des subventions dans les poches des Français [pris pour des imbéciles](#). Ces derniers finiront bien par s'en apercevoir !

Madame Elisabeth Borne veut aussi [une loi d'exception](#) (?) fondée sur trois erreurs (mensonges ?) pour accélérer le développement des énergies renouvelables intermittentes (EnRI) alors que :

- 1) Le mix électrique français est déjà décarboné à plus de 92%. Dès lors, prétendre qu'en développant les énergies renouvelables, les Français lutteront efficacement contre le réchauffement climatique en réduisant la consommation d'énergies fossiles, est une première erreur (mensonge ?).
- 2) La France dispose d'un outil de production d'électricité nucléaire performant et représente l'un des principaux exportateurs d'électricité totalement indépendant des aléas de la conjoncture internationale sur les énergies fossiles. Avec les EnRI, la France augmentera sa dépendance aux énergies fossiles pour produire son électricité qui devra servir une énorme rente financière à des intérêts privés, étrangers pour la plupart. Accélérer sur les énergies renouvelables n'améliorera pas l'indépendance énergétique du pays. C'est une deuxième erreur (mensonge ?).
- 3) Le principal responsable de l'envolée des prix de l'électricité est le mécanisme de formation du prix européen de l'électricité qui suit l'évolution du prix du gaz et qui a été imposé par les Allemands. Le développement des EnRI ne servira pas à combattre l'envolée des prix. Au contraire, ces dernières y contribueront. L'accélération sur les énergies renouvelables ne permettra pas de lutter contre l'envolée des prix du kilowattheure ». C'est la troisième erreur (mensonge ?).

Ces projets de loi trahissent les intérêts de notre pays en n'appuyant pas sur la bonne pédale. Ce dispositif ira à l'encontre des objectifs recherchés : lutte contre le réchauffement climatique, indépendance nationale et retour à un prix raisonnable de l'électricité.

En Europe, la Présidente de la Commission européenne Ursula Von Der Leyen, porte-parole non déclarée de l'Allemagne anti-nucléaire, appuie aussi sur la mauvaise pédale en battant l'estrade médiatique mondiale pour [saborder le nucléaire](#).

Accessoirement, elle se prend aussi pour un chef d'État prêt à déclarer la guerre à la Russie qui restreint ses livraisons de gaz à l'Allemagne qui en est très dépendante.

Or, elle n'est même pas élue. Elle n'est que la présidente de la Commission, une organisation internationale.

### Et ensuite ?

La [désastreuse politique énergétique](#) fondée sur des énergies renouvelables intermittentes menée depuis 20 ans produira [ses effets délétères](#) pendant encore au moins 20 ans, le temps nécessaire à la mise en service de nouveaux réacteurs nucléaires en quantité suffisante pour compenser les fermetures hasardeuses.

Ou bien, il faudra reconstruire de manière transitoire de nouvelles centrales à charbon et au gaz beaucoup plus rapides à construire (2 ans) en attendant la troisième et quatrième génération de réacteurs nucléaires dont [426 sont en service](#) actuellement dans le monde. Une nouvelle « *transition énergétique vers le nucléaire* » à établir en quelque sorte.

Mais [ces incohérences passées](#) et ces [errements consternants](#) auront un coût exorbitant payé par la collectivité et seront néfastes pour le climat !

Si l'Allemagne persiste dans son refus unilatéral du nucléaire, et si elle veut respecter ses engagements pour diminuer ses émissions de CO2 en diminuant ses centrales au charbon (ce qui est douteux), elle deviendra le passager clandestin de l'électricité en Europe. Elle va dépendre de plus en plus du secours de ses voisins dotés en barrages comme la Norvège ou la Suisse, en gaz comme la Russie, ou en nucléaire comme la France et aussi [bientôt la Grande-Bretagne](#).

Quand les [hypocrites \(idiots utiles ?\) voleront](#), les dirigeants qui ont déterminé la politique énergétique de la France et de l'Europe depuis au moins 10 ans seront commandants d'escadrille.